

Compte rendu du CA du 20 avril 2005

1. Approbation des procès-verbaux des séances du 8 décembre 2004 et du 31 mars 2005
Approuvé

2. Election du vice-président

M. Lecaillon, vice-président sortant, est reconduit dans ses fonctions.

3. Examen d'une décision budgétaire modificative

Adopté

4. Approbation du calendrier de l'année universitaire 2005-2006

Approuvé. L'année universitaire 2005-2006 débutera le 26 septembre

5. Approbation du dispositif entourant l'attestation du niveau de langue

Selon une disposition, réglementaire, le Master ne peut être délivré « qu'après validation de l'aptitude à maîtriser au moins une langue étrangère ».

A l'heure actuelle, la situation est à peu près satisfaisante dans le domaine autre que le droit. Mais s'agissant de la filière juridique, c'est-à-dire 80% des effectifs, le système d'enseignement des langues à Paris II doit être repensé.

Les contraintes budgétaires ne permettant pas d'offrir des groupes de TD de langues pour tous les étudiants de 1ère année, c'est sur les années de Licence 2 et 3 que seront donc concentrés les efforts.

Les étudiants bénéficieront donc d'1h30 de TD en Licence 2 (au lieu de 2 heures actuellement), puis, sur option, ouvrant droit à trois points maximum, à 1h30 en Licence 3.

A l'issue de ces deux ans, les étudiants obtiendront, s'ils le passent avec succès, une certification de leur niveau de langue, qui sera reconnu au niveau européen.

6. Approbation de la grille de transposition des notes concernant les étudiants allemands inscrits en vue de l'obtention de la Maîtrise Droit de Paris 2

Adoptée

7. Désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants

Ont été désignés :

- Professeurs : MM. Gohin, Castaldo, Lecaillon, Chevallier, Leveneur et Synvet.
- Maîtres de Conférence : MM. Séguillon et Rougeaux, Mmes Teyssié et Eck
- Enseignants chercheurs : M. Prat et Mme Landerer
- MM. Edme et Lepagnot

8. Désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers

Président :

M. Olivier GOHIN

Suppléant du président :

M. Hugues PERINET-MARQUET

Professeurs :

M. Olivier GOHIN
M. Hugues PERINET-MARQUET

Maîtres de conférences :

M. Jean-Pierre ROUGEAUX
Mme Caroline WATINE

Enseignant appartenant à un autre corps de fonctionnaires :

M. Alain JEOFFRET

Etudiants titulaires :

- 1 Mlle Juliette ABDI (UGES)
- 2 M. Olivier CHAPELAIN de la VILLEGUERIN (UNI)
- 3 M. Victor VIDILLES (UNEF)
- 4 Mlle Anne-Laure SANTARELLI (UNI)
- 5 Mlle Thalia BRETON (UNEF)

Etudiants suppléants :

- 6 M. Jonathan URBACH (ASSAS.NET)
- 7 M. Abel MESTRE (UNEF)
- 8 Mlle Annabelle JANODET (UNEF)
- 9 Mlle Sabine TOUPET (CORPO)
- 10 Mlle Eloïse WAGNER (CORPO)

9. Désignation du représentant des élus étudiants au FSDIE

Alimenté par une partie des droits d'inscription acquittés par les étudiants, le fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE) sert à soutenir financièrement des projets d'étudiants ou d'associations étudiantes, dans des domaines très variés (culturel, sport, bénévolat étudiant...)

A l'issue du 2nd tour, c'est Melle Janodet (UNEF) qui a été élue.

ANALYSE DE VOTE FSDIE par notre association

Par un tour de passe passe surprenant : **le vote pour candidat UNI du 1^{er} tour a réduit au 2nd tour tandis que le vote pour le candidat UNEF progressait d'à peu près autant** permettant ainsi au second d'empocher le siège au détriment de la CORPO.

Il y a 2 jours, le scénario **exactement inverse se produisait. Lors du CEVU toujours pour un siège étudiant au FSDIE, l'UNEF se voyait amputée de**

quelques voix au profit de l'UNI. Cette fois-ci l'alliance se faisait au détriment de notre association.

Difficile de supputer la destination des votes manquants et leurs auteurs mais l'alliance est criante ! UNI/UNEF nos nouveaux meilleurs amis le temps d'une combine. Ce comportement illustre la terrible puérité de la politique associative ; et s' il pourrait sembler amusant que ces "parrains" associatifs puissent s'exprimer et agir ainsi, un constat s'impose : dorénavant le FSDIE prend une dimension politique avec deux syndicats aux commandes.

Le FSDIE est l'organe qui attribue aux projets étudiants des fonds pour leur réalisation. A ce titre, plusieurs qualités sont requises pour exercer une fonction de conseiller du FSDIE : **la connaissance du domaine associatif et évènementiel, l'intérêt pour le domaine associatif, et surtout la proximité avec ce milieu afin d'en suivre besoins et évolutions.** Nous croyons tant l'UNEF que l'UNI incapables (et surtout non formés pour) de telles qualités. Leur rôle, se limitera soit à une surveillance des comptes, soit à un joug supplémentaire sur le cou des associatifs divers.

Les associations apolitiques luttent avec la dernière des énergies contre les rigueurs que l'administration leur impose afin de pouvoir se montrer plus vivantes et plus réactives.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est d'associatif dont Paris II a besoin. Vues les belles oeuvres des associations politisées et partisans, il est temps de remettre un peu de rêve dans notre Université.

10. Approbation des projets étudiants présentés au titre du FSDIE

Deux projets étudiants ont reçu une aide substantielle du FSDIE. Il s'agit d'un voyage à Bruxelles, afin de visiter la Commission européenne, organisé par le DEA de Sociologie du Droit. Le DEA de Droit social bénéficiera également d'une aide dans l'organisation d'un colloque sur les réformes du Droit Social en Europe.

11. Approbation des montants des prix des concours d'UFR

Le montant des prix a été revalorisé à la hausse.

12. Approbation des tarifs de location des locaux

Approuvé

13. Autorisation donnée au Président d'engager des actions en justice.

Accordée

14. Désignation de représentants de l'Université aux conseils d'organismes extérieurs

15. Approbation d'une action de soutien au profit de la filière francophone de droit de

l'Université libanaise

Approuvé

16. Approbation de la constitution de diverses servitudes sur les propriétés indivises des Universités de Paris I à Paris XIII

Approuvé

17. Approbation de l'accord exécutif de collaboration en matière d'enseignement entre l'Université et la Faculté de droit de l'Université de Rome "La Sapienza" pour mettre en place un double diplôme en droits français et italiens

Les étudiants passeront 3 ans dans leur Université d'origine, puis 2 ans dans l'Université d'accueil. En tout, vingt étudiants pourront bénéficier de cette formation (10 pour l'Italie, 10 pour la France).

Approuvé